

Le paradis pour les capitaux, l'enfer avec El Khomri pour les salariés !

Distribué par la
CGT aux
actionnaires
présents à l'AG
du 19 mai 2016

OUF ! Le Crédit Agricole Mutuel Coopératif a-capitaliste aurait cessé ses activités offshores pour ses clients, de manière définitive seulement en 2015 !

Et avec la loi travail, ce sont les salarié-e-s qu'on veut encore ponctionner.

Selon la presse, 11,5 millions de documents provenant de l'entreprise panaméenne Mossack Fonseca, spécialisée dans le montage de sociétés offshore pour extraire l'argent à l'imposition ou le blanchir, ont été analysés par des journalistes du monde entier (Le Figaro). Tous les pays sont concernés par la fraude, 214 000 entreprises, plus de 500 banques, des dizaines de personnalités politiques... Se côtoient dans les « voleurs », des chefs d'État, des mafieux, des chefs d'entreprises, le Hezbollah, des sportifs, des banquiers dont le **CREDIT AGRICOLE** jusqu'en 2015 (sauf pour 54 sociétés enregistrées au Panama - *Le Monde*), des hommes politiques de droite, du Front national et du parti socialiste... Le Panama, après la Suisse, serait devenue leur nouvelle destination préférée.

Et ces informations ne sont issues que d'un seul des nombreux cabinets qui aident les grandes fortunes à cacher leur argent.

L'évasion fiscale, c'est, pour l'estimation la plus basse, 25 000 milliards d'euros (le figaro). Soit 12 fois le Produit Intérieur Brut de la France.



L'ANTAGONISME DE CLASSES EST ICI CLAIR !

Alors que ce scandale n'épargne, en France, ni la droite ni le PS, ni le FN, les gouvernements successifs nous disent qu'il faut faire des sacrifices et mènent leurs politiques de rigueur, privilégiant les intérêts particuliers des actionnaires, des capitalistes à ceux des travailleurs. Du traité européen trahi par Sarkozy et nos parlementaires, à celui de stabilité, signé par Hollande pour justifier l'austérité imposée au prolétariat !

Les dirigeants des banques sont les premiers responsables, coupables en toute impunité. Nos établissements se retrouvent ainsi dans une oligarchie financière, un cartel agissant sur les marchés faisant la pluie et le beau temps.

Les banques sont qualifiées d'universelles. Nous constatons effectivement ce caractère universel à travers leurs multiples activités, leurs multiples participations : de l'immobilier, à l'agro-alimentaire en passant par l'énergie et les maisons de retraite, dans la santé, Sûrement demain dans les offices notariaux, et ceux des huissiers...

Pendant que les salariés des banques en souffrance sont sacrifiés dans leurs emplois, salaires, conditions de travail et de vie, ils font encore une fois les frais de ces détournements à répétition (sub-primes, manipulation de taux, non-respect de l'embargo, développement à l'international...), au même titre que les usagers les plus fragiles ; que toute la classe ouvrière dans son ensemble. Nos collègues subiront de plein fouet dès demain des incivilités supplémentaires dont les dirigeants portent l'entière responsabilité.

Qui sont les fraudeurs aidés par les banques ?

Des millionnaires, des milliardaires, dont la fortune a des origines diverses, du blanchiment pour certains et très souvent de l'exploitation des travailleurs et de leur force de travail à la seule fin de profitabilité dans l'entreprise.

Ceux-là mêmes ne cessent de parler de « compétitivité », de « coût du travail » à coup de messages médiatiques.

La classe des travailleurs est ainsi soumise à la double peine à la fois dans le travail, salaire, emploi, sécurité sociale et en tant que citoyen par l'impôt pour la réduction de la dette et la régression des services publics en tant qu'usager !

Le projet de loi El-Khomri, par le principe de l'inversion des normes, enjoint les salariés d'accepter de réduire leurs salaires, le taux de leurs heures supplémentaires, l'augmentation de leur temps de travail, la facilitation de leur licenciement. Tout cela pour alimenter les actionnaires et les paradis fiscaux. Les travailleurs mobilisés doivent obtenir le retrait de la loi El-Khomri.

Les syndicats CGT du Crédit Agricole, sont attachés à leur entreprise, à leurs collègues, aux usagers et sociétaires. Mais ils dénoncent en vain depuis des années, la gestion et les affaires auxquelles sont mêlées nos dirigeants et les conseils d'administration.

La CGT du Crédit Agricole a coutume de dire « nous ne sommes pas opposés aux résultats, mais nous exigeons de savoir comment ils sont obtenus et comment ils sont utilisés ! ». Il faut parler du coût du capital pour les travailleurs!



La seule séparation des activités, banque de dépôts et marchés ne suffirait pas à protéger les citoyens, la classe ouvrière (constituée des usagers, déposants, sociétaires, salariés) d'une nouvelle crise financière initiée par le capital.

Nous avons très majoritairement convenu de l'urgente nécessité d'une appropriation sociale des banques et secteurs financiers, sous contrôle public des usagers, sociétaires et salariés, pour une utilité publique, économique et sociale à l'ensemble des activités, en excluant de fait, celle de la spéculation et de l'évasion fiscale.